

**ARRÊTÉ DCPAT 2025 – n° 136 de Levée de mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Société EPC FRANCE,
située à Chantepie - Saint-Crespin-sur-Moine commune déléguée de Sèvremoine (49450)
Installation d'un dépôt de produits explosifs**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, et L.514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

Vu l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-P-751 du 14 décembre 1984 autorisant la société NITRO BICKFORD à exploiter un dépôt d'explosifs à Saint Crespin sur Moine ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DIDD-2012 n°45 du 17 février 2012 relatif au changement d'exploitant et aux garanties financières ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'acte de cautionnement envoyé par EPC France le 11 juin 2024 à la préfecture du Maine et Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral DCPAT – 2025 – n° 165 du 03 février 2025 portant mise en en demeure à l'encontre de la société EPC France ;

Vu le rapport du 2 juillet 2025 de l'inspecteur de l'environnement suite à une visite d'inspection le 4 juin 2025 ;

Considérant la réalisation de l'action corrective et la transmission des justificatifs associés par l'exploitant dont il a fait l'objet pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Garanties financières – référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17/02/2012 article 2.3
- Prévention des risques – référence réglementaire : Arrêté Minitériel du 26/05/2014 article Annexe I – point 7

Considérant, en conséquence, que la mise en demeure prononcée le 03 février 2025, peut être levée ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire,

ARRETE

Article 1 - L'arrêté préfectoral DCPAT – 2025 n°165 du 03 février 2025 est abrogé.

Article 2 – Le présent arrêté est notifié à la société située à Chantepie - Saint-Crespin-sur-Moine commune déléguée de Sèvremoine (49450) par lettre recommandée avec accusé réception, publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Maine-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers.

Article 3 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de Cholet, la Colonelle commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune de Sevremoine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée au siège social situé 4, rue de St Martin à Saint-Martin-de-Crau (13310).

Fait à Angers, le

24 JUL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général de la préfecture absent,
la Sous-préfète, Directrice de cabinet



Nathalie GIMONET